

Coalition pour l'équité fiscale envers les PME

Le 30 août 2017

L'honorable Bill Morneau
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Canada
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Objet : Coalition pour l'équité fiscale envers les PME

Monsieur le Ministre,

La **Coalition pour l'équité fiscale envers les PME** regroupe des associations qui représentent ensemble des centaines de milliers d'entreprises indépendantes, de professionnels et de contribuables actifs dans de multiples secteurs et de nombreuses régions. Or, comme vous et vos collègues l'avez souvent répété, les PME constituent l'épine dorsale de notre économie et elles fournissent la majeure partie des emplois au Canada. Elles alimentent la croissance économique, fournissent des services essentiels et contribuent à la qualité de vie de l'ensemble de la collectivité canadienne. Nous vous écrivons aujourd'hui pour exprimer nos vives préoccupations quant aux changements que vous envisagez apporter à la fiscalité des sociétés privées. Après un examen minutieux de ces changements complexes, nous croyons fermement que ceux-ci entraveront grandement la capacité qu'auront ces entreprises – incluant les professionnels et les exploitations agricoles familiales – à traverser les périodes difficiles, à croître, à innover et à créer des emplois, ainsi qu'à favoriser l'entrepreneuriat familial. Il ne s'agit pas de modifications mineures, mais bien d'une vaste réforme qui n'épargnera aucun secteur du monde des affaires au Canada, et nous vous demandons de **ne pas donner suite à ce projet. Les associations énumérées ci-dessous vous proposent plutôt de tenir une rencontre, avec vous et vos fonctionnaires, dans le but de travailler ensemble pour trouver des moyens de corriger les lacunes actuelles de la fiscalité des sociétés privées.**

Contexte

Votre gouvernement a déclaré que ces changements avaient pour but de supprimer des échappatoires fiscales dont profiteraient les « riches », mais, force est de constater qu'ils toucheront aussi la majorité des propriétaires d'entreprise qui se situent résolument dans la classe moyenne. En effet, les données de Statistique Canada et d'autres sources gouvernementales officielles, indiquent que les deux tiers des propriétaires de PME du Canada gagnent moins de 73 000 \$ par année, et la moitié d'entre eux en gagnent moins de 33 000 \$. De plus, les changements proposés rendraient la *Loi de l'impôt sur le revenu*, déjà complexe, encore plus difficile à comprendre et à interpréter. Ainsi, loin d'atteindre l'objectif de simplification de la *Loi*, les changements proposés compliqueront au contraire le travail des vérificateurs de l'ARC chargés d'interpréter les règles. Il s'ensuivra une nette accentuation de l'incertitude et des difficultés rencontrées par les propriétaires d'entreprises indépendantes qui ont déjà beaucoup de mal à se conformer aux exigences alambiquées administrées par l'ARC. Sans compter que, si le but du gouvernement est de favoriser l'équité envers la classe moyenne, on peut se demander pourquoi les sociétés ouvertes ne sont pas parties intégrantes aux discussions entourant cette volonté.

Sans nier l'importance d'une certaine intégration des politiques fiscales, nous croyons que celle-ci existe déjà, et que les changements projetés augmenteraient injustement le fardeau de nombreux entrepreneurs au revenu moyen par rapport aux autres contribuables. Nos membres, dont plusieurs exercent aussi une profession libérale, se sentent injustement visés – volontairement ou non – par les changements, et considérés comme s'ils étaient des tricheurs ou des profiteurs par le gouvernement fédéral uniquement parce qu'ils se prévalent d'outils de planification fiscale qu'on les a encouragés à utiliser depuis des décennies. Il importe de rappeler que plusieurs de ces politiques ont été mises en place par les gouvernements libéraux et conservateurs ayant précédé le vôtre, et ce, dans le but de favoriser le développement des entreprises indépendantes tout en tenant compte du fardeau important qui leur incombe lorsqu'elles doivent se conformer à la réglementation ou trouver du financement.

Qui plus est, ces changements surviennent à un moment où les propriétaires d'entreprise feront déjà face à une myriade de coûts supplémentaires, comme l'augmentation, pour les prochaines années, des cotisations au Régime de pensions du Canada et à l'assurance-emploi, sans parler des nouvelles politiques relatives à la tarification du carbone et des changements aux normes du travail ayant cours dans plusieurs provinces. Enfin, l'instauration d'une réforme fiscale qui vient accentuer l'incertitude dans les entreprises arrive aussi mal à propos au moment où le niveau du prix des produits et les négociations sur l'ALENA rendent déjà les entrepreneurs canadiens nerveux.

Répartition du revenu

Les changements proposés trahissent une mauvaise compréhension du fonctionnement réel des entreprises indépendantes de la part du gouvernement. Lorsqu'un entrepreneur se lance en affaires, il est fréquent que des membres de sa famille participent intensivement au projet, de façon officielle ou officieuse. C'est particulièrement vrai pour les exploitations agricoles canadiennes, où chaque membre de la famille joue souvent, et dès le jeune âge, un rôle indispensable.

En outre, la comparaison d'un entrepreneur avec un employé salarié est tout à fait incongrue. Beaucoup de propriétaires d'entreprise vont jusqu'à donner la résidence familiale en garantie pour les emprunts qu'ils contractent, afin de faire vivre leur entreprise, alors qu'ils n'ont même pas accès à des protections de base comme l'assurance-emploi. Lorsque le conjoint ou les enfants participent au projet, l'augmentation du risque est exponentielle, car c'est toute la famille qui pourrait perdre d'un coup son unique moyen de subsistance en cas de coup dur.

Revenus passifs dans une société

L'investissement passif dans une société peut être utile à plus d'un titre. Il peut notamment servir de protection contre les urgences et les imprévus. Or, les changements proposés limiteront certaines formes d'épargne dans l'entreprise, ce qui rendra celle-ci plus vulnérable en temps de vaches maigres. Ces dernières années, nombreux sont les entrepreneurs qui, devant composer avec une économie instable, s'en sont remis à leurs placements pour éviter les mises à pied, voire le dépôt de leur bilan. Sans compter que le placement passif les aide à économiser pour les grands investissements, l'expansion et l'innovation. Nous estimons que les changements proposés ne concordent pas avec le parti pris pour l'innovation affiché par le gouvernement et qu'ils réduiraient considérablement la

capacité des entrepreneurs de tous les secteurs à faire des investissements dans leur entreprise. Il pourrait aussi s'ensuivre des cas de double imposition, voire d'imposition rétroactive pour les PME.

Signalons aussi que les propriétaires de PME n'ont pas accès aux régimes de retraite, aux avantages sociaux et à la sécurité du revenu dont profitent de nombreux salariés, y compris les fonctionnaires, au Canada. Ils doivent s'en remettre à leur fonds de commerce, notamment aux investissements passifs qui en font partie, pour s'assurer une retraite décente.

Gains en capital

Bien que la fiscalité des gains en capital soit très complexe, on peut affirmer que les changements proposés risquent de faire modifier les évaluations passées d'une entreprise, ce qui pourrait être assimilé à une forme d'imposition rétroactive. Ces mesures pourraient aussi donner lieu à une double imposition de certaines successions, sans compter qu'elles pourraient compliquer la tâche des entrepreneurs qui souhaitent léguer leur entreprise à la génération suivante. Nous constatons que votre gouvernement a ouvert la porte aux suggestions sur les moyens d'encadrer les transferts authentiques d'entreprise entre générations dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et nous vous encourageons à privilégier cette voie : l'encadrement des transferts intergénérationnels serait particulièrement utile pour la planification successorale et favoriserait ainsi le maintien de l'entreprise au sein d'une famille et d'une localité.

Conclusion et recommandations

Les propriétaires d'entreprises indépendantes, parmi lesquels figurent des professionnels, estiment que les changements proposés risquent de décourager l'entrepreneuriat et de nuire à l'emploi et à la croissance en contraignant les entrepreneurs à trouver moyen de compenser les coûts additionnels qui s'ensuivraient pour eux et pour leur entreprise.

Les membres de nos associations sont déçus de constater que ces propositions ont été lancées en pleine période estivale avec un délai très serré pour y réagir. Nombre d'éminents fiscalistes affirment qu'il s'agit des changements les plus imposants qu'ils aient vus dans toute leur carrière en matière de fiscalité des petites entreprises. Les entrepreneurs canadiens – et leurs millions d'employés – méritent un meilleur traitement.

S'il existe effectivement des abus dans le régime fiscal actuel, nous sommes prêts à travailler avec votre gouvernement pour trouver des moyens de resserrer les règles afin d'y palier. Mais en l'état, le projet présenté ne constitue pas une solution : au contraire, il accroît inutilement l'incertitude pour les propriétaires d'entreprise.

Nous présentons donc les recommandations suivantes :

- **Retirer les changements proposés.**
- **Lancer une consultation sérieuse auprès du milieu des affaires, afin de corriger les lacunes du régime fiscal actuel sans heurter de façon injuste les entreprises indépendantes.**

Si vous avez des questions ou des commentaires au sujet de la présente, n'hésitez pas à communiquer avec une des associations soussignées.

Demeurant fermement engagés à travailler avec vous, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre plus haute considération.

La Coalition pour l'équité fiscale envers les PME



Greg Pollock, M.Ed., LL.M.,
C.Dir., CFP
President and CEO, Advocis
The Financial Advisor
Association of Canada



13,000 members



Dr. Michael Dennis, President
Canadian Association of
Optometrists



4,800 members



Perrin Beatty
President and Chief Executive
Officer
Canadian Chamber of
Commerce



200,000 members



Liz Robertson
Executive Director
Canadian Association of Farm
Advisors



400 members



Dr. Emil Lee, President
Canadian Association of
Radiologists



Canadian Association of Radiologists
L'Association canadienne des radiologistes

2,182 members



Michael Atkinson
President
Canadian Construction
Association



20,000 members

A.Z.

John Reid
CEO, Canadian Advanced
Technology Alliance



36,000 members

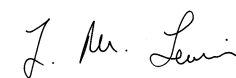


René J. Basque, Q.C.
President, Canadian Bar
Association



THE CANADIAN
BAR ASSOCIATION
L'ASSOCIATION DU
BARREAU CANADIEN

36,000 members



Dr. Larry Levin
President
Canadian Dental
Association



CANADIAN DENTAL ASSOCIATION
ASSOCIATION DENTAIRE CANADIENNE

200,000 members



Jac van Beek
CEO
Canadian Association of
Management Consultants



2,500 members



Dan Darling, President
Canadian Cattlemen's
Association



60,000 members



Ron Bonnett
President
Canadian Federation of
Agriculture



200,000 members

Dan Kelly
President and CEO
Canadian Federation of
Independent Business



109,000 members

Keith Costello, BADM, MBA-
Strategy
President & Chief Executive
Officer
Canadian Institute of Financial
Planners



8,000 members

John Ross
Executive Director
Canadian Pork Council



9 association members

Kevin Lee, Chief Executive
Officer, Canadian Home
Builders' Association



8,500 members

Ralph Suppa, CAE, President
& General Manager
Canadian Institute of
Plumbing and Heating



260 members

Aaron Wudrick, Federal
Director
Canadian Taxpayers
Federation



123,000 supporters

Alvin Keenan,
President
Canadian Horticultural
Council



27,500 members

Dr. Laurent Marcoux
President
Canadian Medical
Association



85,943 members

Kevin Wong, CAE, MBA
Executive Director
Canadian Water Quality
Coalition



208 members

Samantha Gale
Executive Director
Canadian Mortgage Brokers
Association



5,000 members

James Swan, MD, FRCPC
Coalition of Ontario Doctors



2,450 members

Guy Legault
President
Conference for Advanced Life
Underwriting



670 members

Bill Brushett
President and CEO
Family Enterprise Xchange



Jaye Hooper, Chair of the
Federation of Ontario Law
Associations



8,500 members

Barry Senft
CEO
Grain Farmers of Ontario



28,000 members

Jeff Nielsen
President
Grain Growers of Canada



50,000 members

Nancy Allan
Executive Director
Independent Financial Brokers
of Canada



3,500 members

Richard McKeagan, Chief
Executive Officer
Mechanical Contractors
Association of Canada



900 members

Dr. Cora Pettipas
President
National Exempt Market
Association



400 members

Mark Prieditis, MD, FRCPC
President
Ontario Association of
Radiologists



Ontario Association of Radiologists
1,400 members

Dr. Shawn Whatley,
President
Ontario Medical Association



43,493 members

Shanna Munro
President and CEO
Restaurants Canada



30,000 members

Diane J. Brisebois
President & CEO
Retail Council of Canada



45,000 members